Niger : le temps du colon et du pillage est révolu !

Comité Action Palestine

« L'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire ». Le propos raciste de Nicolas Sarkozy dans son discours du 26 juillet 2007 à Dakar n'avait pas besoin des derniers évènements au Niger pour le disqualifier radicalement. Il montre en revanche que la vision coloniale de la France est complètement à côté de la plaque. Non seulement les autorités françaises regardent l'Histoire se faire à leurs dépens, impuissantes, mais n'en tirent aucun enseignement. Elles sont hors de l'Histoire.

Après les changements survenus au Mali, en Guinée et au Burkina Faso au cours des dernières années, un groupe d'officiers de la garde présidentielle a pris le contrôle de la Présidence de la République du Niger depuis le 26 juillet. Très rapidement, la mise à l'écart de Mohamed Bazoum, le Président en exercice, s'est accompagnée d'une exigence du départ des forces françaises stationnées au Niger et de la dénonciation de tous les accords de coopération militaire signés avec la France. Cette prise de pouvoir est largement soutenue par la population qui est massivement descendue dans la rue, brandissant des slogans anti-français, rejetant ainsi l'emprise de l'ancien colonisateur.

Le Niger est le second fournisseur d'uranium à la France qui contrôle via le groupe Orano, trois sites d'extraction sur ce territoire, et était l'un des derniers alliés de Paris dans la région. C'est en effet au Niger que les forces militaires françaises, initialement stationnées au Mali, se sont redéployées. Macron a eu beau déclarer qu'il agirait avec « fermeté et détermination », qu'il ne tolérerait « aucune attaque contre la France et ses intérêts », et tenter de

mobiliser les autres Etats africains réunis au sein de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) pour faire pression sur les nouvelles autorités nigériennes, il semble bien que l'influence de la France en Afrique est en train de fondre comme neige au soleil. Les menaces d'intervention militaire pour rétablir Mohamed Bazoum agitées par la CEDEAO et le président du Nigeria, Bola Tinubu (accusé de trafics de drogue), n'ont à ce jour pas été exécutées, malgré les pressions en coulisses de la France.

Celle-ci ne peut plus se permettre d'agir comme autrefois et son impérialisme doit se faire discret. La donne politique a changé. Le Mali et le Burkina-Faso qui ont précédé le Niger sur la voie de l'émancipation de la tutelle française se sont bien sûr dès le départ rangé à ses côtés. Des pays comme l'Algérie ou le Tchad s'opposent à l'option militaire et, pour enfoncer le clou, l'Union Africaine a dit tout le mal qu'elle pensait d'une intervention violente téléguidée par la France. Il faut saluer ici le rôle des peuples, qui n'ont jamais déserté la scène de la lutte, mais qui, aujourd'hui plus que jamais, exigent une souveraineté totale sur leurs ressources et la prise en main définitive de leur destin. Si l'Histoire a un sens et s'il y a une leçon à tirer des développements politiques en cours en Afrique, c'est qu'il n'y aura plus jamais un retour en arrière. Plus jamais le statut quo néocolonial ne prévaudra. Après la phase de décolonisation dans les années 1950 et 1960, la lutte des peuples d'Afrique ouvre une nouvelle séquence : parachever l'œuvre d'émancipation anticoloniale commencée il y a plus d'un demi-siècle.

Ce qui se joue actuellement en Afrique de l'Ouest démontre encore une fois que les puissances impérialistes occidentales sont en phase de déclin partout dans le Monde. Ces changements de rapport de force sont un grand espoir pour ce continent et plus largement pour tous les peuples du Sud. Le temps du colon et du pillage est révolu. Nous, Comité Action Palestine,

exprimons tout notre soutien à la lutte des peuples en Afrique !